

SCP 319.02

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES  
D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, DE LA  
REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

**Convention collective de travail du 03 décembre 2002 relative aux mesures  
visant à promouvoir l'emploi**

**Chapitre 1<sup>er</sup> - Cadre juridique**

**Article 1er** La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

**Chapitre II - Champ d'application**

**Article 2** La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et qui, sont agréés et/ou subsidies par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et/ou la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale, ainsi que pour les établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés. *et aussi l'activité principale exercée en Région wallonne*

Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

**Chapitre III - Définitions**

**Article 3** § 1 : Par "arrêté royal", on entend l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 2 Par "Fonds social", on entend le Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds sectoriel Mirabel" créé par la convention collective de travail du 03 décembre 2002, conclue au sein de la Sous-commission paritaire 319.02.

**Chapitre IV - Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale**

**Article 4** Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal, le travailleur qui, par trimestre, travaille pendant au moins 50 % du nombre d'heures ou de jours de travail prévus dans le secteur pour un emploi à temps plein donne droit à une réduction des cotisations patronales.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
20 -12- 2002	2003	NR. N°
		68863 101 319.02

## Chapitre V - Engagement en faveur de l'emploi

**Article 5** § 1 Les employeurs s'engagent à affecter intégralement les réductions de cotisations visées à l'article 4 au financement d'emplois supplémentaires.

§ 2 Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel social, à condition :

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète;
- que le fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs préalablement établis et par décision motivée.

## CHAPITRE VI - Procédure d'introduction des candidatures

**Article 6** Les employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort supplémentaire en matière d'emploi en exécution de la présente convention collective de travail doivent introduire un acte de candidature adressé au Fonds social par lettre recommandée à la poste.

**Article 7** Ledit acte de candidature fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs, ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Sous-commission paritaire 319.02.

**Article 8** Le modèle d'acte de candidature, ainsi que la liste des documents à y joindre, est fixé par le Fonds social.

## CHAPITRE VII - Intervention financière et affectation

**Article 9** Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des actes de candidature.

**Article 10** § 1 Conformément à l'arrêté royal, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque institution à un coût salarial annuel brut moyen de maximum 64.937,84 €, charges patronales incluses. Le Fonds social peut toutefois fixer une intervention annuelle inférieure à ce montant. L'intervention du fonds social est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées, effectives ou y assimilées.

§ 2 Conformément à l'arrêté royal, il faut entendre par "coût salarial": la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La

rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

## **Chapitre VIII - Garanties d'utilisation intégrale du produit de réductions de cotisation a la création d'emplois**

**Article 11** Chaque employeur qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque année, pour le 31 janvier au plus tard, un rapport détaillé audit Fonds. Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds social.

**Article 12** § 1 Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le nombre total d'emplois exprimé en travailleurs et en heures de travail pour la période de référence et la période concernée;
- la liste nominative des travailleurs engagés grâce à l'intervention financière du Fonds social avec le régime de travail, leur fonction et leur barème;

§ 2 Si nécessaire, le Fonds social peut demander des informations complémentaires.

§3 Un modèle de rapport sera élaboré par le Fonds social.

**Article 13** §1 Le rapport visé à l'article 11 fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs, ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Sous-commission paritaire 319.02.

§ 2 Faute d'accord intervenu dans les 15 jours qui suivent la notification du rapport par l'employeur aux représentants des travailleurs, la partie la plus diligente peut transmettre le rapport au Fonds social qui tranchera.

**Article 14** § 1 Le Fonds social établit annuellement un rapport d'activités et le transmet au président de la commission paritaire.

§ 2 Ce rapport contiendra au moins les éléments suivants :

- la liste des employeurs et des travailleurs bénéficiant de l'intervention financière du Fonds social;
- le nombre de travailleurs du secteur;
- le nombre d'employeurs du secteur.

## **CHAPITRE IX - Calendrier de réalisation de l'augmentation nette du nombre d'emplois**

**Article 15** Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les trois mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du Fonds social.

## **CHAPITRE X - Dispositions finales et durée de validité**

**Article 16** La présente convention collective de travail remplace toutes les conventions collectives portant de mesures visant à promouvoir l'emploi signées antérieurement au sein de la SCP 319.02.

**Article 17** La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la SCP 319.02.





PSC 319.02

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS-EN  
HUISVESTINGSINRICHTINGEEN –DIENSTEN VAN DE FRANSE  
GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2002 betreffende de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling*

**Hoofdstuk I - Juridisch kader**

**Artikel 1** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

**Hoofdstuk II - Toepassingsgebied**

**Artikel 2** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten en erkend en/of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en/of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op de instellingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en niet erkend of gesubsidieerd worden *en waarvan de hoofdzakelijkheid wordt verniet in het Waalse Gewest*

Onder "werknemers" wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

**Hoofdstuk III - Definities**

**Artikel 3** §1: onder "koninklijk besluit" wordt verstaan, het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

§2: onder "Sociaal Fonds" wordt verstaan, het Fonds voor Bestaanszekerheid, genaamd "Fonds sectoriel Mirabel", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2002, gesloten in het Paritair Subcomité 319.02.

**Hoofdstuk IV - Vermindering van werkgeversbijdrage aan de sociale zekerheid**

**Artikel 4** Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit geeft de werknemer die, per kwartaal, ten minste gedurende 50 % van het aantal arbeidsuren of –dagen werkt, bepaald in de sector voor een voltijdse tewerkstelling, recht op een vermindering van de werkgeversbijdrage.

NEERLEGGING-DEPOI | REGISTR.-ENREGISTR.

20.12.2002

08 -12- 2003

NR. N°

68863

## **Hoofdstuk V - Verbintenis ten gunste van de tewerkstelling**

**Artikel 5** §1 De werkgevers verbinden zich ertoe de vermindering van de bijdragen, bedoeld in artikel 4, integraal aan te wenden voor de financiering van bijkomende tewerkstelling.

§2 Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit kan de werkgever, als hij verplicht is het tewerkstellingsvolume te verminderen, niet worden uitgesloten van de voordelen van de Sociale Maribel, op voorwaarde dat:

- hij op voorhand, per aangetekende brief, de vermindering van het tewerkstellingsvolume verklaart aan het sociaal fonds, door de vermindering aan te tonen die het tewerkstellingsvolume ondergaat, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, in toepassing van de vermindering die werd voorgesteld tijdens een volledig kalenderjaar;
- het sociaal fonds het voorstel tot vermindering van het tewerkstellingsvolume goedkeurt, op basis van objectieve criteria die op voorhand zijn vastgelegd en gemotiveerd werden door een beslissing.

## **Hoofdstuk VI - Procedure tot aanvaarding van de kandidaten**

**Artikel 6** De werkgevers die de bedoeling hebben een bijkomende inspanning te doen inzake tewerkstelling, in uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst, moeten een kandidatuurstelling indienen, gericht aan het Sociaal Fonds, per aangetekend schrijven.

**Artikel 7** Deze kandidatuurstelling zal besproken worden in de ondernemingsraad of, bij gebreke hiervan, met de vakbondsafvaardiging. Zij moet ter goedkeuring worden ondertekend door de werknemersafgevaardigden of, bij gebreke hiervan, door ten minste twee regionale verantwoordelijken die behoren tot de vakorganisaties, vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité 319.02.

**Artikel 8** Het model van kandidatuurstelling, evenals de lijst van de documenten die moeten worden bijgevoegd, wordt vastgelegd door het Sociaal Fonds.

## **Hoofdstuk VII - Financiële tegemoetkoming en bestemming**

**Artikel 9** Het Sociaal Fonds bepaalt de criteria die in aanmerking moeten genomen worden voor de goedkeuring van de kandidatuurstellingen.

**Artikel 10** § 1 Overeenkomstig het koninklijk besluit moeten de aanwervingen gebeuren op het niveau van elke instelling met een gemiddelde bruto jaarlijkse loonkost van maximaal € 64.937,84, werkgeverslasten inbegrepen. Het Sociaal Fonds kan echter een jaarlijkse tegemoetkoming vastleggen die lager is dan dit bedrag. De tegemoetkoming van het sociaal fonds is trouwens beperkt tot de bezoldigde, effectieve of gelijkgestelde prestaties.

§ 2 Overeenkomstig het koninklijk besluit, moet onder "loonkost" worden verstaan, het **brutoloon** van de werknemer, vermeerderd met de sociale zekerheidsbijdrage van de werkgevers. Het brutoloon omvat het loon en alle vergoedingen en voordelen die aan de werknemer zijn verschuldigd door of krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen,



evenals de vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten die zijn gesloten in het paritair orgaan waarvan de werkgever afhangt.

## **Hoofdstuk VIII - Waarborg op integraal gebruik van de som van bijdrageverminderingen voor de oprichting van banen**

**Artikel 11** Elke werkgever die een financiële tegemoetkoming geniet van het Sociaal Fonds moet elk jaar, uiterlijk op 31 januari, een gedetailleerd verslag bezorgen aan dit Fonds. De niet-naleving van deze bepalingen zal aanleiding geven tot sancties, bepaald door het Sociaal Fonds.

**Artikel 12 § 1** Dit verslag moet ten minste de volgende elementen bevatten:

- het totale aantal banen, uitgedrukt in werknemers en in arbeidsuren voor de referentieperiode en de betrokken periode;
- de namenlijst van de werknemers, aangeworven dankzij de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds met het arbeidsstelsel, hun functie en hun loonschaal.

§ 2 Indien nodig kan het Sociaal Fonds bijkomende informatie vragen.

§ 3 Er zal een model van verslag worden opgesteld door het Sociaal Fonds.

**Artikel 13 § 1** Het verslag bedoeld in artikel 11 zal besproken worden in de ondernemingsraad of, bij gebreke hiervan, met de vakbondsafvaardiging. Het moet ter goedkeuring worden ondertekend door de werknemersafgevaardigden of, bij gebreke hiervan, door ten minste twee regionale verantwoordelijken die behoren tot de vakorganisaties, vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité 319.02.

§ 2 Bij gebrek aan een akkoord binnen de 15 dagen die volgen op de kennisgeving van het verslag door de werkgever aan de werknemersvertegenwoordigers, kan de meest gerede partij het verslag bezorgen aan het Sociaal Fonds, dat een beslissing zal nemen.

**Artikel 14 § 1** Het Sociaal Fonds stelt jaarlijks een activiteitenverslag op en bezorgt het aan de voorzitter van het paritair comité.

§ 2 Dit verslag zal ten minste de volgende elementen bevatten:

- de lijst van de werkgevers en de werknemers die de financiële tegemoetkoming van het fonds genieten;
- het aantal werknemers van de sector;
- het aantal werkgevers van de sector.

## **Hoofdstuk IX - Schema van de verwezenlijking van de netto verhoging van het aantal banen**

**Artikel 15** De nieuwe verbintenissen en de verhoging van het globale tewerkstellingsvolume zullen uitgevoerd worden binnen de drie maanden die volgen op de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds.

## **Hoofdstuk X - Slotbepalingen en geldigheidsduur**

Artikel 16 Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt alle collectieve arbeidsovereenkomsten houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling die vroeger zijn ondertekend in PSC 319.02.

Artikel 17 Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van PSC 319.02.